



La violente attaque contre les retraites illustre la guerre sociale que mène la bourgeoisie. Dans une économie en crise où la guerre commerciale fait rage, les capitalistes veulent une part toujours plus grande des richesses créées par notre travail. Les hôpitaux sont asphyxiés, les Ehpad sous-dotés, les retraités plongés dans la pauvreté. Tout cela, pour que les dividendes des actionnaires augmentent coûte que coûte.

Depuis le 5 décembre, des centaines de milliers de travailleurs ont engagé le combat. Les élections municipales permettent d'affirmer, d'une autre façon, que les travailleurs n'ont d'autre choix que de se battre et qu'ils refusent

de se résigner. Elles sont une occasion de nous compter et de faire entendre nos intérêts.

Ouvriers, auxiliaires de vie, techniciens, infirmiers, enseignants, les candidates et les candidats des listes Lutte ouvrière font partie de cette classe qui fait marcher la société.

Nos candidats se présentent pour affirmer qu'on ne pourra pas enrayer les catastrophes sociale, économique et écologique sans arracher le contrôle des entreprises des mains des capitalistes.

Leur programme municipal, c'est de faciliter l'organisation des travailleurs de la commune à travers tous les combats collectifs qu'ils doivent mener pour vivre.

Contre la réforme des retraites

Macron et le grand patronat veulent nous faire travailler plus longtemps pour des pensions réduites. Contre cette nouvelle attaque, les travailleurs de la SNCF, de la RATP, de l'enseignement, et bien d'autres, se sont lancés dans la grève, parfois pendant un mois et demi.

Ce mouvement a regroupé des centaines de milliers de travailleurs, avec le soutien quasi unanime

des classes populaires.

Le grand patronat est à l'offensive, aidé par le gouvernement Macron-Philippe. Il veut faire reculer nos conditions de vie et de travail pour satisfaire sa soif de profit. Mais des travailleurs rendent les coups, s'organisent, manifestent et font grève. Cette bataille n'est pas finie. Et elle en appelle d'autres, dans cette lutte des classes entre les travailleurs et le capital.

Un gouvernement aux ordres du grand patronat

Après Sarkozy puis Hollande, Macron et son gouvernement sont avant tout les défenseurs des intérêts de la grande bourgeoisie, des capitalistes de l'industrie et de la finance. C'est pour préserver leurs profits que le pouvoir mène une véritable guerre de classe contre les travailleurs. Sacrifiant les services utiles à la population, les transports publics, les hôpitaux et l'éducation, le grand capital

exige de l'État qu'il remplisse ses coffres-forts. Et Macron s'exécute.

En moins de trois ans: casse du Code du travail et des retraites, baisse de l'indemnisation des chômeurs, d'un côté; doublement du CICE, baisse d'impôt sur les bénéfices et suppression de l'impôt sur la fortune, de l'autre. À nous, travailleurs, qui créons toutes les richesses, de nous organiser pour leur arracher le contrôle sur l'économie.



Pour des municipalités ouvrières de combat

Il n'est pas possible, à l'échelle d'une seule commune, de changer réellement la vie des travailleurs, car dans notre société le pouvoir appartient aux capitalistes et à l'État. Mais une commune dirigée par des révolutionnaires pourrait être un point d'appui pour organiser les combats: contre des licenciements, pour appuyer les grèves, contre des expulsions locatives, pour la réquisition de logements vides. Avec les travailleurs, elle combattrait les marchands de sommeil ou encore les coupures d'électricité pour factures impayées. Elle mettrait des

locaux, des moyens matériels, des aides juridiques au service de ceux qui luttent, sans respecter ni une prétendue neutralité ni la légalité imposée par l'État. Elle ferait tout pour instaurer dans la commune une forme de démocratie ouvrière, en associant à ses décisions les travailleurs, leurs syndicats et leurs associations.

Cela provoquerait inmanquablement un bras de fer avec les autorités. Seule la mobilisation des travailleurs de la commune, qu'ils soient français ou étrangers, pourrait imposer les décisions favorables aux classes populaires.

LES COMMUNES PRISES EN ÉTAU

Les communes asphyxiées par l'État

Macron présente comme une mesure de justice sociale la suppression de la taxe d'habitation et prétend que ce manque à gagner pour les communes sera compensé à l'euro près.

Les maires qui refusent de le croire ont bien raison. Ils savent qu'à chaque fois qu'une telle promesse a été faite, elle n'a pas été tenue.

Les gouvernements des dernières années n'ont cessé de réduire la dotation versée par l'État aux communes et aux autres collectivités locales. Dans les communes populaires, les maires ont de plus en plus de mal à boucler leur budget. Combien de communes ne réparent que le nécessaire, laissent les routes se dégrader, ou hésitent à réno-

ver une école? Combien réduisent les horaires d'ouverture des équipements sportifs ou culturels, piscines, stades et bibliothèques?

Les habitants aux revenus les plus modestes sont les premiers à pâtir de ces restrictions. Ils payent ainsi les cadeaux du gouvernement au grand patronat et aux classes les plus riches.

Budgets sous contrainte

Les communes ont une marge de manœuvre budgétaire de plus en plus limitée. Depuis 40 ans, l'État leur transfère de plus en plus de dépenses et elles sont obligées de financer les écoles, les routes, la gestion des déchets, une partie des aides sociales...

À elles seules, les dépenses liées à l'éducation représentent environ 15% du budget des communes. Une fois ces dépenses obligatoires réalisées, il ne reste plus grand-chose dans les

communes populaires pour développer des infrastructures et des services utiles à la population dans le domaine du sport, de la culture ou des transports: bien peu de communes peuvent se permettre de financer des théâtres, des piscines, des activités pour les enfants.

Ainsi, le transfert de compétences aux communes, sous prétexte d'autonomie, est une façon de faire pression à la baisse sur les dépenses utiles à la population.



87 milliards d'euros de profits...

... pour les seules entreprises du CAC 40 en 2018. Cette somme, si elle était utilisée dans l'intérêt de la collectivité au lieu d'être empochée par une poignée de gros actionnaires, permettrait :



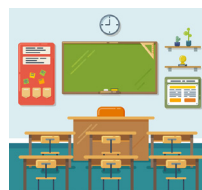
de créer **2,2 millions** d'emplois payés à 1800 euros net, cotisations comprises



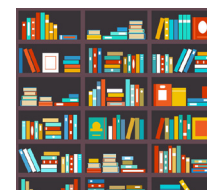
Ou de construire **250 hôpitaux**



Ou de construire **800 000** logements



Ou de construire **29 000** écoles primaires



Ou de construire **43 000** bibliothèques de quartier



Ou d'acheter **350 000** autobus

Les municipalités, vaches à lait des capitalistes

Les municipalités sont un des principaux investisseurs publics. Elles financent la construction des écoles et d'équipements publics tels que les bibliothèques, les piscines, ainsi que les travaux de voirie. Tout cela fait la fortune des entreprises du bâtiment et des travaux publics.

Mais les communes et intercommunalités ont aussi la responsabilité du traitement de l'eau et des ordures ménagères. Ce pactole a permis à une poignée de groupes capitalistes comme Veolia

ou Suez environnement de devenir des multinationales riches à milliards, grâce aux profits colossaux accumulés au fil des ans aux dépens des villes, donc de leurs habitants.

Aujourd'hui, s'y ajoutent les intérêts que les villes doivent verser aux banques, car la plupart d'entre elles ont dû s'endetter pour faire face à leurs dépenses, alors que l'État diminue sans cesse ses financements.

Pour les industriels et les banquiers, les finances municipales sont une manne!

Des élus de Lutte ouvrière, ça changerait quoi ?

Les rapports de force électoraux sont tels que Lutte ouvrière n'est pas en situation de conquérir une municipalité. Mais nous pouvons avoir des élus. Ils seraient les yeux et les oreilles des travailleurs pour dénoncer les injustices dont les classes populaires sont victimes. Ils soutiendraient les luttes des familles

ouvrières en les aidant à porter leurs revendications.

Dans tous les choix auxquels une municipalité peut être confrontée, où les intérêts des travailleurs, des chômeurs et des pauvres s'opposent à ceux des classes aisées, ils choisiraient le camp des travailleurs et des plus démunis.

Le droit de vote des étrangers, toujours repoussé

Les étrangers travaillent et payent des impôts, mais ils ne peuvent pas voter. Ce droit démocratique élémentaire n'est accordé qu'aux ressortissants de l'Union européenne, pour les élections municipales et européennes seulement.

Mais les nombreux travailleurs immigrés, maghrébins, africains, asiatiques, issus pour la plupart d'anciennes colonies françaises ou de pays pauvres dominés par l'impérialisme, n'y ont toujours pas droit. Ils ont pourtant contribué à bâtir l'économie du pays

en construisant les routes et en faisant tourner les usines. Et ils représentent une partie de la classe ouvrière de ce pays.

Le droit de vote des étrangers faisait partie, déjà, du programme de Mitterrand en 1981. Mais depuis 40 ans, chaque fois que la gauche est arrivée au gouvernement, elle a repoussé à plus tard ce droit qu'elle défendait dans l'opposition. C'est un recul devant les idées de l'extrême droite. Exiger ce droit est toujours d'actualité.

Délinquance et insécurité

Avec les élections municipales, nombre de candidats et d'élus font de la sécurité une question incontournable: police municipale, vidéosurveillance... Les uns et les autres demandent souvent plus de répression et une justice moins laxiste. C'est en réalité aussi inefficace que démagogique.

Pour faire disparaître la

délinquance et les incivilités, il faut s'attaquer à la racine du mal, c'est-à-dire au chômage et aux inégalités sociales. Et puis, pour rompre avec le chacun-pour-soi, il faut une solidarité active entre les habitants des quartiers populaires. Il faut donc le renouveau du mouvement ouvrier et de ses combats collectifs pour changer la société.



Ils sont tous écolos...

À l'occasion des municipales, les partis de droite et de gauche qui ont gouverné depuis des décennies ou qui gouvernent encore, et jusqu'au Rassemblement national, se prétendent désormais plus verts que verts et partisans du vélo. Mais ils refusent de s'en prendre aux industriels pollueurs et à l'organisation même de cette société capitaliste. C'est pourtant la cause première de la destruction de l'environnement. Et ces mêmes partis veulent faire payer

leur prétendue transition écologique par... les usagers.

Ils veulent laisser aux industriels et autres financiers la maîtrise de l'économie, et donc l'environnement. Autant confier la lutte contre les incendies à un club de pyromanes!

Pour en finir avec le pillage des ressources naturelles, le réchauffement climatique ou la pollution, il faut en finir avec la domination du grand capital sur la société à l'échelle de la planète.

Le Rassemblement national, contre les pauvres et pour les riches

Le Rassemblement national (RN) met en avant la gestion de ses élus à la tête des municipalités gagnées en 2014: réduction de subventions à des associations de soutien aux plus démunis, comme le Secours populaire; suppression de la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles aux revenus les plus modestes; arrêtés antimédecins...

Ces mesures prises par les élus lepénistes montrent qu'ils se sont attaqués d'abord aux travailleurs les plus pauvres. Pour ces politiciens qui aspirent à gérer

les affaires de la bourgeoisie à tous les échelons de la société, c'est cela la bonne gestion dont ils se vantent!

La démagogie du RN xénophobe et antimigrants sert à faire oublier que ce parti ne remet pas en cause le pouvoir de la minorité de privilégiés, les Arnault, Pinault, Peugeot, Bouygues et autres grands bourgeois - ceux qui dominent la société et augmentent leur fortune en licenciant, en précarisant les emplois et en aggravant toujours plus l'exploitation de millions de travailleurs.

LA CAMPAGNE DE LUTTE OUVRIÈRE

Nos candidats : des travailleurs comme les autres

Nos candidates et nos candidats ne sont pas des politiciens ni des notables. Ce sont des ouvriers, des employés, des techniciens, des manutentionnaires et des caissières, des agents d'entretien ou de maintenance, des membres du personnel hospitalier ou des enseignants.

Ils ne font pas une carrière

politique. Ils partagent la vie et les difficultés des habitants dont ils sollicitent les suffrages. Ils sont engagés dans la lutte contre la réforme des retraites. Ils poursuivent dans ces élections le même combat que dans les entreprises, les quartiers, les grèves et les manifestations.

Soutenez la campagne de Lutte ouvrière

La campagne électorale des listes de Lutte ouvrière est celle d'un parti de travailleurs. Elle ne peut être financée qu'avec l'aide des travailleurs eux-mêmes.

Les dons effectués par chèque ou par carte bancaire ouvrent droit, pour les donateurs, à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % du montant du don, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don

de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Le reçu fiscal sera envoyé au donateur au printemps 2021.

Dons en ligne par carte bancaire: voir notre site internet.

Dons par chèque: à l'ordre de « Association de financement du parti Lutte ouvrière ».

Merci d'imprimer, de remplir et de joindre le formulaire disponible sur notre site pour permettre l'édition du reçu fiscal, et d'envoyer le tout à l'adresse suivante:

Association de financement du parti Lutte ouvrière
BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder 7 500 euros. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque ou par carte bancaire. Les dons en espèces donnent lieu à un reçu mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

Pour un parti communiste révolutionnaire des travailleurs

Macron s'est fait élire sur les décombres des partis qui ont dirigé l'État pendant des décennies. Il a changé les têtes au pouvoir, créé un nouveau parti, pour mieux continuer à défendre les intérêts des capitalistes.

Pour changer vraiment leur sort, les travailleurs doivent se doter d'un parti qui ne vise pas à gérer

les institutions, mais qui les représente vraiment. Un parti qui démasque les faux amis des travailleurs et leurs vrais ennemis. Un parti qui vise à exproprier la bourgeoisie pour lui arracher son pouvoir politique. Un tel parti doit faire sien l'héritage du mouvement ouvrier, avec le programme communiste révolutionnaire.



Les listes Lutte ouvrière sont soutenues par Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Toutes les réunions, les candidats
les vidéos de Lutte ouvrière

www.lutte-ouvriere.org/municipales

Réunions publiques

Nantes

Judi 13 février à 20 h 30
Salle de la Manu
10 bis, boulevard Stalingrad

Caen

Mardi 25 février à 18 h 30
Quartier de la Pierre-Heuzé
Place Champlain

Saint-Brieuc

Vendredi 28 février à 20 heures
Salle de Robien
Place Octave-Brilleaud

Le Havre

Mercredi 4 mars à 19 heures
Salle Franklin

Angers

Judi 5 mars à 20 h 30
Salle du Doyenné
Boulevard du Doyenné

Tours

Vendredi 6 mars à 20 heures
Centre de vie du Sanitas

Rennes

Vendredi 6 mars à 20 h 30
Centre social Carrefour 18

Paris

Samedi 7 mars à 16 heures
Mutualité
24 rue Saint-Victor,
Métro Maubert-Mutualité

Lille

Mercredi 11 mars à 20 heures
Salle du gymnase
Place Sébastopol

Lyon

Mercredi 11 mars à 19 h 30
Centre culturel de Villeurbanne
234, cours Émile-Zola
M° Flachat

Limoges

Judi 12 mars à 19 h 30
Espace Marcel-Detaille

Clermont-Ferrand

Judi 12 mars à 18 h 30
Salle Duclos
Rue Gaspard-Monge

Rouen

Vendredi 13 mars à 19 heures
Salle Ostermeyer
11, avenue Pasteur